

20251118 Libération

https://www.liberation.fr/societe/immigration/exiles-a-dunkerque-le-nouveau-calais-le-manque-dhygiene-est-alarmant-et-la-police-reste-la-seule-reponse-visible-de-letat-20251118_MBKAHWLILRHD3OW7XD73ML3V5A/

Reportage

Exilés à Dunkerque, le nouveau Calais : «Le manque d'hygiène est alarmant et la police reste la seule réponse visible de l'Etat»

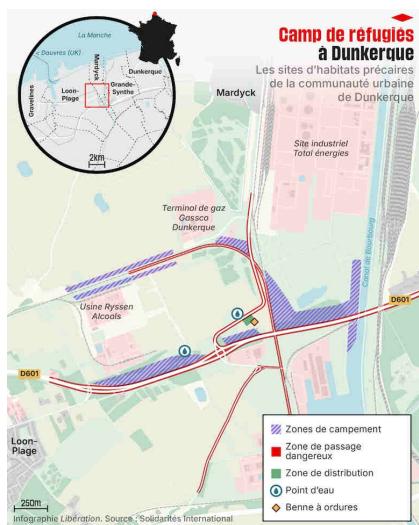
Dans la métropole du Nord et ses alentours, environ 2 500 personnes vivent dans des conditions terribles. Impuissantes et en colère, six associations ont attaqué mardi l'Etat en justice pour «non-respect des droits humains», révèle «Libération».



Des centaines d'exilés originaires de pays en guerre – Soudan, Afghanistan, Erythrée, Somalie et ailleurs – cohabitent dans un gigantesque terrain vague. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Liberation)

Par [Rachid Laïreche, envoyé spécial à Dunkerque \(Nord\)](#)

Quelque part dans un coin du nord de la France, il existe des vies qui ne comptent presque pas. A Loon-Plage, une commune collée à Dunkerque et son port, des centaines d'exilés originaires de pays en guerre – Soudan, Afghanistan, Erythrée, Somalie et ailleurs –, cohabitent dans un gigantesque terrain vague. Ils marchent dans la boue, dorment sous des tentes, chopent des maladies et galèrent pour manger. Les toilettes sont inexistantes et la dignité humaine laissée en plan. Un immense mur de blocs de béton a récemment été construit pour séparer le terrain vague de la voie de chemin de fer.



(Alice Clair)

Dans ce monde à l'abandon, la police est partout. Des patrouilles déambulent tout autour de la parcelle, pour empêcher les exilés de rejoindre illégalement la Grande-Bretagne à bord de bateaux pneumatiques de fortune. En septembre, lors d'une réunion avec une association, le sous-préfet de Dunkerque, Frédéric Loiseau, avait estimé à [2 500 les personnes vivant dans les camps près de la métropole nordiste et de ses alentours](#). Cinq fois plus qu'à Calais, dans le département voisin, épicentre et ville symbole, [depuis plus de deux décennies](#), de la crise de l'accueil des migrants.



Environ 2 500 personnes vivent dans les camps près de Calais et de ses alentours. Ici à Grande-Synthe, le 3 novembre. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Libération)

«Atteintes graves aux libertés fondamentales»

Les associations qui aident les vulnérables peinent à respirer. Elles sont démunies, en première ligne, face à des familles épuisées, des femmes seules, des hommes en souffrance et des enfants coincés là, entre un mur, la Manche et la police. Après des mois de discussions secrètes, six associations (Médecins du monde, Utopia 56, Roots, Refugee Women's Centre, Salam et Human Rights Observers), qui ont tenté de dialoguer avec les pouvoirs publics, empruntent un autre chemin. Elles attaquent l'Etat en justice pour «*non-respect des droits humains*», après avoir fait «*constater*» la situation par un huissier.

Mardi, à la mi-journée, [elles ont déposé un référendum au tribunal administratif de Lille](#), révèle *Libération*. Les associations requérantes demandent au juge des référés de «*constater l'atteinte grave aux libertés fondamentales commise par l'administration*» afin que l'Etat prenne des mesures «*immédiates et pérennes pour assurer le respect des droits*» des exilés présents dans le littoral. Les campements du Dunkerquois se trouvent sur les communes de Mardyck, Loon-Plage et Grande-Synthe.



Des patrouilles déambulent tout autour de la parcelle, pour empêcher les exilés de rejoindre illégalement la Grande-Bretagne à bord de bateaux pneumatiques de fortune. A Grande-Synthe, le 3 novembre. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Libération)

La réponse ne tardera pas. «*Les délais légaux dans ce type de contentieux prévoient une réponse du juge dans les quarante-huit heures*, explique Me Luc Basili, qui défend les six associations. *Mais dans des affaires similaires, les décisions étaient intervenues entre cinq et dix jours après le dépôt de la requête.*»

La sous-préfecture de Dunkerque et le ministère de l'Intérieur n'ont pas encore réagi à l'action judiciaire des requérants. En septembre, le sous-préfet, Frédéric Loiseau, avait répété que l'objectif de l'État était de faire «*respecter la loi*», en luttant contre «*le trafic d'êtres humains*», et de démanteler les campements pour «*faire partir*» les exilés qui «*n'ont rien à faire*» au bord du littoral.

Mini-jungle sous les arbres

Le lundi matin de novembre ressemble à n'importe quel autre jour de la semaine à Loon-Plage. Ulysse Gallardo travaille à Human Rights Observers, un observatoire indépendant qui «*documente et dénonce les violences policières*» sur le littoral Nord. Le trentenaire aux cheveux bouclés arpente le terrain planté au milieu des champs. La Manche est invisible mais elle est un peu plus loin derrière les arbres. Une triste chorégraphie se met en place. Des exilés empruntent le bord de route qui mène à Dunkerque pour faire des courses. Un groupe patiente en silence avant de prendre une douche dans une cabine installée par l'association Roots. Personne ne bouge dans la file. Les places sont comptées.

A lire aussi

[Sur les plages du Nord, «dès qu'il y a une fenêtre de traversée, les campements des exilés se vident»](#)

D'autres se lavent les dents et le visage à l'un des rares points d'eau. Les robinets et les tuyaux fuient au milieu des ordures. Des excréments humains se mélangent à la boue et aux eaux usées. Trois femmes se réchauffent dans un coin à l'aide d'un plaid. Un trentenaire fait sa prière sur une couverture de survie. Thomas Gilbert, un gaillard barbu anglais, membre de Roots, court et crie fort pour empêcher un exilé de mettre le feu à la (seule) benne à ordures (qui déborde) des environs pour se réchauffer.



Les exilés ont mis en place une sorte de mini-jungle sous les arbres. A Grande-Synthe, le 3 novembre. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Liberation)

L'hiver approche, le rythme des traversées de la Manche diminue, mais les candidats au départ restent nombreux. Dans cette mini-jungle sous les arbres, des Soudanais racontent en quelques mots la dureté de la guerre au pays, le chemin féroce de l'exil et leur survie dans cette partie des Hauts-de-France. Une femme sort de sa tente pour étendre son linge lavé à la

main au robinet, et au milieu de la boue. Un autre groupe partage un thé et se réchauffe le bout des doigts en soufflant dessus. Ils déclinent tous la discussion avec un hochement de tête. Que répondre à «*comment ça va ?*»

«Boule au ventre»

La décision des associations de poursuivre l'Etat ne tombe pas du ciel. A l'automne 2015, le juge des référés du tribunal administratif de Lille [avait ordonné à l'Etat de prendre plusieurs mesures](#) pour «*améliorer les conditions de vie des migrants à Calais*». Parmi elles, le recensement des mineurs isolés en situation de détresse en vue de leur placement, l'installation de points d'eau, de toilettes et de dispositifs de collecte des ordures, mais aussi l'obligation de procéder au nettoyage des lieux de vie et de créer des accès pour les services d'urgence.

Une décennie a passé. Les associations pointent encore les insuffisances de l'Etat à Calais, distant de 43 kilomètres, mais où le minimum existe néanmoins. Un gouffre comparé à Dunkerque où les conditions sont catastrophiques. Cela ne freine nullement les exilés. [L'accord signé cet été entre Paris et Londres](#) – appelé «*one in, one out*» («une entrée, une sortie») – pour limiter les traversées de la Manche ne change rien. Depuis le mois de janvier, plus de 35 000 personnes ont franchi les eaux froides, au risque de drames. Le préfet maritime de l'Atlantique, Jean-François Quérat, a annoncé 23 décès en mer «*lors de son premier bilan de la saison*». L'année 2024 [avait été particulièrement dramatique](#), avec au moins 76 morts en mer.



Les douches alimentées à l'eau froide, à Grande-Synthe, le 3 novembre. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Libération)

Les associations se retrouvent à Dunkerque, dans les locaux de Médecins du monde, pour «*faire un point*» à l'heure du déjeuner. Des sandwichs, des plats réchauffés et une incompréhension grandissante. «*Il y a beaucoup plus de monde que les années précédentes*», rapporte Claire Millot, secrétaire générale de Salam, un collectif chargé de la distribution alimentaire. *Cet été, par exemple, nous étions une dizaine de bénévoles pour distribuer plus de 1 000 repas chauds. Nous avons dû faire face à des bagarres et bousculades avec la boule au ventre.*»

Les femmes en danger

La parole tourne autour de la table. La coordinatrice de Médecins du monde, Diane Leon, ne cache ni sa colère ni son impuissance. Elle décrit un homme qui a perdu un œil «*la semaine dernière*» parce qu'il n'a pas réussi à trouver une structure pour soigner un simple décollement de la rétine. Marie Fillatre prend le temps de choisir ses mots. Elle est la référente de Refugee Women's Centre, une association qui tente de venir en aide aux femmes et aux enfants au bord du littoral, notamment avec un accueil de jour qui ouvre plusieurs fois par semaine. Un lieu précieux pour reprendre des forces après une nouvelle nuit sous la tente.

A lire aussi

[Sur le littoral de la Manche, l'aide aux exilés à bout de souffle : «Ce qu'on vit, ce n'est rien comparé à eux»](#)

Depuis le mois de janvier, plus de 3 000 femmes et 5 000 enfants ont été en contact dans le Dunkerquois avec la structure. Les femmes partagent parfois des tentes avec des hommes «*qu'elles ne connaissent pas*». Certaines portent des couches pour éviter de faire leurs besoins dans la nature au milieu de la nuit. Souffrance abyssale. «*Il y a une absence de protection*, se désespère Marie Fillatre. *Toutes les femmes sont exposées à des violences psychiques, physiques et sexuelles. Elles deviennent rapidement dépendantes des associations mais aussi des réseaux de passeurs pour se nourrir.*» Le Samu social ne décroche presque jamais le téléphone.



L'hiver approche, le rythme des traversées de la Manche diminue, mais les candidats au départ restent nombreux. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Liberation)

Le pire n'a plus de limites. Des exilées se retrouvent à la rue après une fausse couche, un avortement ou un accouchement. Les associatifs cotisent souvent pour acquitter quelques nuits à l'hôtel. Une militante qui travaille dans l'humanitaire depuis des années monte en tension. «*Je suis dégoûtée*, dit-elle. *Les enfants ne mangent pas à leur faim, le manque d'hygiène est alarmant, et la police reste la seule réponse visible de l'Etat.*» Toutes les associations racontent la même chose : une population vulnérable et privée de ses besoins vitaux peut devenir dangereuse pour elle-même, mais aussi pour les autres.

Maladies et violences

Le lundi après-midi de novembre ressemble à n'importe quel autre jour de la semaine à Loon-Plage. Une délégation de Médecins du monde rôde dans les parages. Des soignants bénévoles – généralistes et psychologues – prennent en charge ceux qui le souhaitent pour une consultation médicale. Ils offrent du thé chaud et de la documentation, des tracts qui indiquent les dangers en mer et la marche à suivre en cas de naufrage. Un Afghan, 16 ans à peine, montre au médecin un abcès sur son nez. Son frère, encore plus jeune, colle des tatouages Malabar sur les bras de la psychologue. Les interprètes traduisent les douleurs des patients

aux médecins. Plus de 90 % des patients sont soignés pour des infections chopées à «*cause de leurs conditions de vie dans les campements*», évalue Diane Leon.



Les asso sont démunies, en première ligne, face à des familles épuisées. (Stephane Dubromel/Hans Lucas pour Liberation)

Au milieu du terrain vague, des hommes jouent au foot. Les trois femmes qui se réchauffaient le matin avec un plaid sur les épaules sont encore à la même place. Des enfants s'amusent avec des Playmobil et des poupées déchiquetées. Une association britannique se pointe. Une grande queue se forme pour récupérer des savons, du dentifrice et des brosses à dents. Ça se bouscule un peu. La situation est calme mais les tempêtes ne préviennent pas. Des violences entre exilés, notamment au moment des distributions, sont courantes. Les aidants peuvent se retrouver avec des blessés au couteau sur les bras.

Autour des camions de Médecins du monde, un baby-foot fait figure d'attraction majeure. Des Afghans affrontent des Soudanais. Les joueurs du lundi au ciel gris se marrent. Ils se parlent un peu en anglais et beaucoup avec les mains. Les médecins enchaînent les consultations. Un jeune gars s'approche avec son pote. Tous les deux viennent d'Erythrée, à la corne de l'Afrique, et rêvent d'Angleterre. Le plus petit fait la traduction pour son pote, qui montre son corps, strié de lésions cutanées. Le médecin délivre un premier diagnostic : «*La gale, sûrement.*» Elle fait des ravages par ici.

Supermarché à l'arrache

Une nouveauté dans le décor. Depuis quelques mois, des stands se sont installés au bord de la route du terrain vague. Une sorte de supermarché à l'arrache. Des apprentis marchands vendent sur de petites tables des clopes, de la boisson et des confiseries. «*Les commerçants sont eux-mêmes des exilés et ils profitent de la misère sur place, certains avec l'aide des réseaux de passeurs,* explique un associatif. *Ils vont faire des courses au supermarché, reviennent avec des chariots chargés et revendent en doublant les prix à des personnes qui ne peuvent pas se déplacer, notamment aux femmes qui évitent de sortir à la tombée de la nuit.*» La jungle à sa propre loi et les plus forts gagnent (presque) toujours à la fin.

Les heures défilent comme partout ailleurs dans ce monde à l'abandon. Le jour tombe lentement. Un père de famille nettoie avec les manches de son pull les pieds de son marmot, enfouis dans des tongs et pleins de boue. Deux jeunes Somaliennes affichent un sourire extra-large après avoir récupéré un jerrican d'eau. Elles le portent avec difficulté pour le planquer sous leur tente, comme un trésor. Un peu plus loin encore, au bord de la route, deux policiers descendant de leur fourgon. Ils marchent en direction de l'immense mur en béton tout neuf pour lui pisser dessus.